



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

ED/EFA/2007/ME/34
Dakar, février 2007
Original : anglais



Septième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous

11–13 décembre 2007

Dakar, Sénégal

Rapport

**Septième réunion du Groupe de haut niveau
sur l'éducation pour tous
11–13 décembre 2007
Dakar, Sénégal**

Avant-propos

La septième réunion du Groupe de haut niveau s'est tenue à un moment décisif pour l'Éducation pour tous (EPT). Pour chacun des pays, des organisations internationales et des acteurs de la société civile qui participent à ce mouvement, 2007 représentait en effet une étape importante, à mi-parcours de la réalisation des objectifs de l'EPT. Cette réunion nous a offert une occasion unique de procéder à l'indispensable évaluation des progrès accomplis et des obstacles encore à surmonter, de faire le point de nos avancées communes et de définir les mesures essentielles qui seront nécessaires dans les années à venir.

Le présent rapport montre que les membres du Groupe de haut niveau étaient tout à fait conscients des difficultés particulières des pays en situation de fragilité et de la nécessité de se concentrer sur le financement des actions visant à réaliser les objectifs de l'EPT, en particulier ceux que l'on a tendance à oublier, à savoir l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE), l'alphabétisation des adultes et l'égalité des sexes. Ce sont là des priorités qui ressortent clairement des données présentées dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008*, comme des interventions enflammées prononcées par les représentants de la jeunesse pendant la cérémonie d'ouverture.

Je suis réconforté par cette détermination nouvelle du Groupe de haut niveau de prêter attention à certains enjeux fondamentaux de l'EPT, notamment l'amélioration de la qualité de l'éducation pour les apprenants de tous âges, et l'inclusion de ceux qui n'ont toujours pas accès à l'éducation de base. L'engagement renouvelé dont il a fait montre stimulera de manière déterminante la marche vers l'éducation pour tous.

Le Forum mondial sur l'éducation pour tous qui avait permis en 2000 de cerner avec plus d'acuité les défis liés à la réalisation des objectifs de l'EPT, s'est tenu à Dakar : la capitale du Sénégal était donc toute désignée pour accueillir une fois encore nos délibérations, qui ont trouvé une source d'inspiration dans les progrès accomplis par ce pays dans la mise en œuvre des programmes d'EPPE et ses investissements accrus dans l'infrastructure scolaire et les programmes de formation pédagogique. Je voudrais exprimer ma sincère gratitude au Président, au Gouvernement et au peuple sénégalais pour l'accueil généreux qu'ils ont réservé au Groupe de haut niveau. Je suis encouragé par les résultats de cette réunion et par la réaffirmation, en ce moment charnière, de notre volonté commune de surmonter les obstacles qui se dressent encore sur la voie de l'éducation pour tous alors que nous nous rapprochons de l'échéance de 2015.

Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Introduction

Sept ans après l'adoption du Cadre d'action de Dakar, les responsables de l'éducation de vingt-neuf pays, et les spécialistes de cinq organisations multilatérales et de dix réseaux de la société civile se sont retrouvés à Dakar pour évaluer les avancées réalisées à ce jour au niveau mondial dans la réalisation des objectifs de l'EPT et pour réexaminer les difficultés qui subsistent. La septième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) du 11 au 13 décembre 2007, a ainsi rassemblé des représentants de toutes les composantes du mouvement de l'EPT.

M. Moustapha Sourang, Ministre de l'éducation du Sénégal, a présidé la cérémonie d'ouverture, au cours de laquelle le Président du Sénégal, M. Abdoulaye Wade, a prononcé un discours liminaire, suivi d'allocutions de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, et des représentants des Présidents du Bénin, du Ghana, du Mali et du Nigéria. Les jeunes ont également exprimé leur point de vue, par la voix de quatre de leurs représentants, venus de différentes régions du monde, sous l'égide de la Campagne mondiale pour l'éducation.

Le Groupe de haut niveau a tenu cinq séances de travail, consacrées aux thèmes suivants :

- Introduction - Messages des cinq organisations cofondatrices de l'EPT
- L'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible ?
- Atteindre les laissés pour compte : que devons-nous faire pour promouvoir l'équité et l'inclusion et remédier aux disparités au sein des pays ?
- La qualité de l'éducation est la clé de tout : quelles mesures pour l'améliorer encore ?
- Financement –mobilisation et utilisation efficace des ressources : que faut-il changer ?
 - o Les objectifs négligés de l'EPT
 - o Ressources nationales et extérieures

Au cours d'une sixième et dernière séance, les participants ont approuvé le Communiqué de Dakar, rédigé par les membres du Groupe consultatif international sur l'EPT et adopté par le Groupe de haut niveau au terme d'une longue discussion (voir annexe).

Les travaux du Groupe de haut niveau avaient été précédés par les assises annuelles du Partenariat de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous (IMOA-EPT), dont deux séances ont été consacrées respectivement au Fonds de développement des programmes d'éducation (FDPE) et au Fonds catalytique (FC). Nombre de participants à ces travaux, qui avaient pour objet de resserrer la collaboration entre tous les partenaires de l'EPT, étaient également présents à la réunion du Groupe de haut niveau, qu'ils ont pu faire bénéficier des idées formulées à ces occasions.

Le présent rapport résume les travaux et discussions du Groupe de haut niveau, en rendant successivement compte de la cérémonie d'ouverture, des interventions liminaires et des six séances qui ont suivi.

Cérémonie d'ouverture

Après avoir chaleureusement souhaité la bienvenue aux participants, M. Sourang a passé la parole à M. Koïchiro Matsuura, qui a souligné l'importance de cette réunion du Groupe de haut niveau tenue à Dakar à mi-parcours de la réalisation de l'agenda de l'EPT. Le Directeur

général a évoqué les acquis et les obstacles recensés dans le *Rapport mondial de suivi* 2008. Alors que les écoles accueillait des enfants plus nombreux que jamais auparavant, et compte tenu de la rapidité du changement dans les sociétés modernes, il était, a-t-il dit, impératif de lever les difficultés qui empêchaient de soutenir pleinement les pays, sur le plan financier et du renforcement des capacités, pour l'ensemble des six objectifs de l'EPT, en particulier ceux que l'on avait encore tendance à oublier. Il a engagé les quatre parties prenantes - gouvernements nationaux, donateurs, organisations multilatérales et société civile - à redoubler d'efforts pour entretenir la dynamique positive qu'elles avaient su créer.

À la suite de l'allocution du Directeur général, les quatre représentants de la jeunesse ont pris la parole pour rappeler aux membres du Groupe de haut niveau que l'éducation est un droit pour tous les enfants, sans discrimination. Venus de Colombie, d'Inde, du Libéria et du Sénégal, ces jeunes, âgés de 11 à 14 ans, ont pressé les participants de mettre un terme à la guerre et d'instaurer la paix, et de respecter les droits des enfants et d'investir dans leur éducation, car ils étaient l'avenir du monde. Au nom de tous les enfants de la planète, ils ont rappelé aux gouvernements que l'éducation est un instrument du développement, en notant qu'"une population instruite est une population prête à tenir sa place dans le monde".

S'exprimant au nom des Présidents du Bénin, du Ghana, du Mali et du Nigéria, les orateurs suivants ont pris acte des avancées accomplies au niveau mondial dans la réalisation des objectifs de l'EPT et évoqué les multiples défis qui restaient à relever. Les pays, notamment ceux qui comptaient parmi les donateurs, avaient le devoir de tenir leurs promesses, de façon que les moins fortunés puissent se développer et accéder plus rapidement à la prospérité à laquelle ils aspiraient. Ils ont dit qu'il fallait réformer les systèmes éducatifs en vue de doter les élèves des compétences qui sont aujourd'hui nécessaires dans la société et sur le marché du travail, en demandant de développer encore la formation technique et professionnelle.

Le Président Wade a ensuite prononcé un discours d'introduction, dans lequel il a remercié M. Matsuura de la détermination avec laquelle celui-ci s'employait à faire avancer la mise en œuvre de l'agenda de l'EPT. Se tournant vers les participants, il s'est demandé si le monde était vraiment en voie de réaliser ces objectifs, qui, selon les données présentées dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* 2008, demeuraient pour beaucoup hors de portée, malgré les progrès récents. Il importait, a-t-il dit, de veiller à ce que chaque enfant soit scolarisé, achève le cycle primaire et acquière un minimum de compétences. L'éducation et la protection de la petite enfance étaient un moyen essentiel d'assurer l'instruction primaire de tous, et le Sénégal avait pour sa part considérablement progressé dans ce domaine grâce à son programme *La case des tout-petits*. L'orateur a expliqué que cette initiative, à laquelle les membres de la communauté étaient étroitement associés, utilisait des chansons, des jeux et des contes ancrés dans la culture locale pour préparer les enfants de 2 à 6 ans à l'école primaire, et leur donner de bonnes chances de gravir ensuite les différents échelons du système éducatif sénégalais.

Le Président Wade a exhorté la communauté internationale à continuer de soutenir les pays en développement, notamment ceux qui étaient situés dans des régions sortant d'un conflit et ceux qui étaient fragilisés à l'extrême, pour leur permettre de consolider leur système éducatif et d'en garantir le bon fonctionnement. Enfin, il a réaffirmé la volonté du Sénégal de réaliser l'EPT, en rappelant aux participants que le pays consacrait 40 pour cent du budget national à l'éducation.

Le point de vue des organismes multilatéraux

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Sénégal d'accueillir la réunion, le Directeur général de l'UNESCO a dit combien il jugeait important de renforcer les synergies et la coopération entre tous les partenaires de l'EPT. Il a souligné les trois grands impératifs mis en évidence dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008* : offrir aux groupes exclus des chances réelles, relever le niveau de qualité de l'éducation et intensifier d'urgence les efforts de financement des gouvernements nationaux comme des sources extérieures, y compris pour les objectifs de l'EPT laissés au second plan. Il a évoqué l'insuffisance de l'aide à l'éducation de base, qui avait chuté de 27 pour cent en 2005 selon les derniers chiffres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) analysés dans le rapport de 2008. Il a pressé les participants de donner clairement la priorité à celles et ceux "pour lesquels l'éducation est un besoin primordial", leur adressant pour finir cette recommandation : "dans nos efforts pour l'inclusion des exclus, n'oublions pas ceux dont l'inclusion est déjà acquise".

Les représentants des quatre autres organisations parrainant l'EPT et du Programme alimentaire mondial ont ensuite exposé leur vision de la situation actuelle de l'Éducation pour tous.

Programme des Nations Unies pour le développement

M. Guido Schmidt-Traub, chef de l'Équipe de soutien à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement du Bureau des politiques de développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a fait observer que l'éducation était un moteur du développement économique et social, et que l'action en faveur de l'EPT serait déterminante pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Même si un certain nombre de succès montraient que des progrès avaient été accomplis depuis 2000, certains pays et certaines régions, en particulier en Afrique, risquaient fort de ne pas avoir atteint les objectifs en 2015. Le Groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique, récemment créé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, était donc appelé à jouer un rôle important en appelant l'attention sur les bonnes pratiques et en proposant des solutions efficaces. Le PNUD était grandement préoccupé par le manque de ressources financières et s'employait, de concert avec l'UNESCO et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à soutenir les pays dans l'élaboration de stratégies nationales d'EPT solides et rigoureuses. Pour conclure son intervention, l'orateur a rappelé qu'il importait d'inclure l'éducation dans les stratégies de développement, et tout spécialement dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Après avoir relevé la portée symbolique de cette réunion tenue à Dakar au moment décisif où l'on abordait la deuxième moitié du chemin vers l'éducation pour tous, M. Cream Wright, chef de la Section de l'éducation de l'UNICEF, a salué l'impulsion apportée par l'UNESCO à l'accomplissement de "cette tâche, peut-être la plus difficile de notre temps". Il a pris acte des progrès importants qui avaient été accomplis depuis sept ans, notant par exemple que l'Initiative accélérée n'existait pas en 2000 alors qu'elle était aujourd'hui au cœur de toutes les discussions sur l'EPT. Il a demandé aux parties prenantes de l'EPT de renouveler leurs engagements et d'agir plus hardiment, notamment en Afrique et en Asie, où la proportion de pays risquant de ne pas avoir atteint les objectifs de l'EPT en 2015 était la plus élevée, malgré les grandes initiatives lancées par les dirigeants sur ces continents. M. Wright a évoqué les difficultés rencontrées, comme les catastrophes naturelles, les conflits civils et les épisodes de sécheresse, ajoutant que face à ces défis, de nouvelles chances continuaient de se faire jour. Il

a estimé important de lutter contre la démoralisation des enseignants, des apprenants et des communautés, en regrettant l'attention insuffisante qui était portée aux résultats de l'apprentissage et à l'autonomisation des filles. Réfléchissant à la difficulté de toucher les groupes exclus, il a conclu en déclarant que nous devrions "saisir l'occasion de faire bénéficier de ce que nous appelons la magie de l'éducation les populations de ce continent et du reste du monde".

Banque mondiale

Mme Joy Phumaphi, Vice-Présidente du Réseau pour le développement humain de la Banque mondiale, a pris la parole au nom du Président de cette organisation, Robert Zoellick. Elle a assuré les participants que la Banque mondiale demeurerait profondément attachée à l'EPT et a déclaré que la communauté internationale devait être fière des progrès accomplis jusque là, notamment sur le plan de la scolarisation dans le primaire et de l'aide extérieure à l'éducation. Passant rapidement à l'examen des obstacles qui demeuraient, elle a noté que plus de 70 millions d'enfants ne pouvaient encore profiter de l'école et que ceux qui bénéficiaient d'une éducation de qualité demeuraient l'exception. Elle a dit que relever ces défis était une "responsabilité collective" et s'est déclarée préoccupée par le récent fléchissement de l'aide extérieure à l'éducation, dont faisait état le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008*.

Mme Phumaphi a exposé les deux grandes lignes d'action que privilégiait la Banque mondiale pour réaliser l'objectif de sa stratégie dans le domaine de l'éducation - donner à tous les enfants des possibilités de s'instruire : (i) soutien aux États fragiles et aux programmes visant à améliorer la parité entre les sexes, et (ii) soutien à l'amélioration et à l'évaluation de la qualité de l'éducation (perfectionnement des enseignants, matériels didactiques et évaluation des acquis, par exemple). Comparant l'instruction primaire à un passeport, elle a fait observer que les enfants devaient "pouvoir voyager une fois en possession de ce passeport", ce qui signifiait que l'on ne devait pas se désintéresser de l'enseignement secondaire et supérieur. En conclusion, elle a souligné la nécessité fondamentale de mettre sur pied des systèmes éducatifs holistiques et dynamiques et a réaffirmé qu'une éducation de bonne qualité pour tous était la clé de tout.

Fonds des Nations Unies pour la population

S'exprimant au nom de Mme Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), M. Boubacar Sow, Directeur régional, a insisté sur l'importance de l'éducation pour le développement humain. Il a évoqué les bénéfices considérables de l'éducation sur le plan du bien-être et de l'autonomisation, ainsi que de la promotion des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. Il a assuré les participants que le FNUAP était déterminé à promouvoir le droit de chaque femme, de chaque homme et de chaque enfant de vivre en bonne santé et de bénéficier de chances égales. L'éducation des filles était d'une importance vitale, non seulement comme moyen de réduire les disparités entre les sexes et comme facteur d'autonomisation, mais aussi pour accélérer le développement en général, stimuler l'activité économique, réduire les taux de mortalité, améliorer la nutrition et prévenir la propagation du VIH/sida. Étant donné la persistance des inégalités et de l'exclusion, a déclaré M. Sow, les principales priorités de l'EPT devraient être en 2008 de réduire les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, et de développer les programmes d'alphabétisation, au bénéfice en particulier des filles et des groupes exclus. Tout en plaidant pour des investissements accrus en faveur de l'éducation dans les pays affectés par un conflit ou une catastrophe, le FNUAP intensifierait son action en

matière d'EPT, ainsi que son soutien effectif à plusieurs initiatives en cours dans le domaine de l'éducation. "La réalisation des objectifs de l'EPT nous aidera à créer un monde meilleur pour tous", a conclu M. Sow.

Programme alimentaire mondial

Mme Sheila Sisulu, Directrice exécutive adjointe pour les politiques et les affaires extérieures, est intervenue au nom de Mme Josette Sheeran, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM). Elle a pour commencer énuméré trois grands défis de l'EPT qu'il faudrait s'attacher à relever dans les années à venir : parité entre les sexes, amélioration de la qualité de l'éducation (par la création d'environnements éducatifs appropriés sur le plan de la santé et de la sécurité, des programmes d'alimentation et de santé scolaires, et l'amélioration des compétences et des motivations des enseignants, ainsi que de la pertinence des programmes d'enseignement) et inclusion des groupes exclus.

Mme Sisulu a insisté sur l'importance des programmes d'alimentation comme moyen de permettre aux exclus de s'instruire et d'améliorer la qualité de l'éducation. La pauvreté était l'une des principales causes de l'exclusion, bon nombre des familles qu'elle touchait comptant sur leurs enfants pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Les enfants devaient donc renoncer à l'école et commencer à travailler dès le plus jeune âge. Même lorsque les frais de scolarité étaient réduits ou supprimés, pourvoir à l'alimentation des élèves pendant la journée scolaire allégeait le fardeau des familles. De nombreux gouvernements avaient certes créé des programmes d'alimentation scolaire mais, a noté Mme Sisulu, environ 59 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire allaient encore à l'école sans avoir mangé dans les pays en développement. La mise en place de programmes d'alimentation scolaire, dans le cadre de la fourniture à l'école d'un ensemble intégré de services médicaux et nutritionnels de base, était une mesure essentielle. Mme Sisulu a présenté les programmes d'alimentation d'un faible coût mis en œuvre par le PAM, expliquant que 10 centimes par jour suffisaient pour offrir à un enfant un repas nutritif à l'école. Elle a conclu en réaffirmant que les objectifs de l'EPT ne seraient pas atteints tant que les enfants continueraient d'aller à l'école le ventre creux.

Première séance de travail : l'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible ?

Cette séance avait pour objet d'évaluer les progrès accomplis à ce jour dans la réalisation des objectifs de l'EPT et d'identifier les actions prioritaires à entreprendre en 2008. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008*; "*L'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible ?*" a été utilisé comme un outil essentiel pour faire état des résultats obtenus en 2007, année charnière se situant à mi-parcours, et pour encourager la communauté internationale à accélérer ses efforts afin de tenir ses engagements en faveur de l'EPT. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, l'animatrice de la séance, Mme Naledi Pandor, Ministre de l'éducation de l'Afrique du Sud, a salué la qualité et la pertinence des principales conclusions du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008* et rappelé que les gouvernements devaient se doter d'une politique de l'éducation à l'échelle du secteur tout entier et apporter des réponses à tous les niveaux.

Principales conclusions du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008

M. Keith Hinchliffe, Directeur par intérim de l'équipe chargée d'établir le Rapport mondial de suivi, a commencé sa présentation des conclusions du rapport en déclarant : "d'importants progrès ont été accomplis et beaucoup des changements nécessaires sont possibles". Le rapport faisait apparaître quatre grands domaines sur lesquels il convenait de se concentrer : suivi des engagements des gouvernements nationaux en faveur de l'EPT, identification des progrès les plus significatifs et des principaux obstacles encore à surmonter, évaluation du soutien des donateurs et actions prioritaires en 2008.

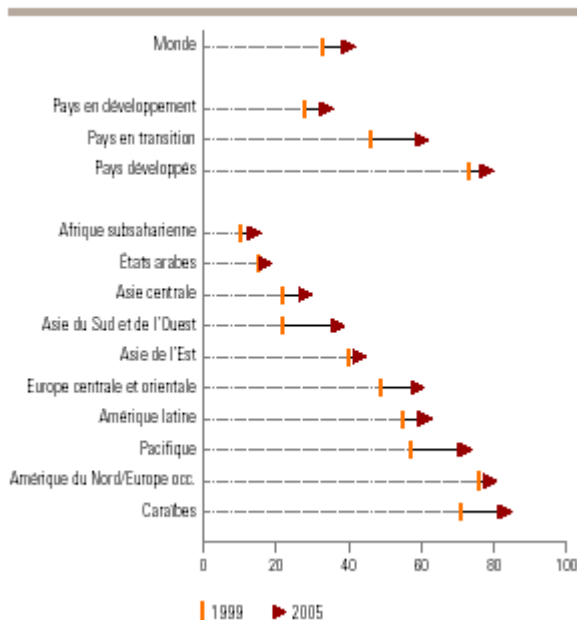
1. Principales avancées depuis Dakar

Des améliorations majeures avaient été obtenues depuis 1999 concernant l'accès à l'enseignement primaire, la parité entre les sexes, les taux nets de scolarisation et les taux de survie scolaire. En particulier, l'accès avait connu une progression spectaculaire en Afrique subsaharienne (+36 pour cent) et en Asie du Sud et de l'Ouest (+22 pour cent). En 2005, 63 pays dans le monde avaient réalisé l'enseignement primaire pour tous et 28 autres avaient de fortes chances d'atteindre cet objectif en 2015. Le Rapport montrait que, dans bon nombre de pays, la suppression des frais d'inscription avait aidé à élargir l'accès à l'enseignement primaire des garçons comme des filles. S'agissant de la parité entre les sexes, 17 pays l'avaient réalisée entre 1999 et 2005, ce qui portait à 67 pour cent la proportion des pays (pour lesquels l'équipe disposaient de données) où cette parité était acquise dans l'enseignement primaire en 2005. Les taux nets de scolarisation des garçons et des filles avaient également progressé depuis 1999, d'où une baisse notable du nombre d'enfants non scolarisés (de 96 à 72 millions en 2005). On constatait aussi que les gouvernements nationaux prêtaient une plus grande attention aux taux de survie scolaire, en mettant sur pied des programmes d'évaluation des acquis scolaires et d'autres initiatives conçues pour améliorer encore la qualité de l'éducation.

Selon le Rapport, le volume des fonds, nationaux et extérieurs, mobilisés pour financer l'EPT s'était accru depuis 1999. En particulier, les dépenses nationales consacrées à l'éducation avaient augmenté en pourcentage du produit national brut (PNB), contribuant fortement aux progrès accomplis vers l'enseignement primaire pour tous. S'agissant de l'aide extérieure à l'éducation, le tableau était plus ambigu : si le total de l'aide à l'éducation avait fortement

progressé entre 2000 et 2004, les engagements pour 2005 étaient nettement en deçà du niveau de 2004. Selon M. Hinchliffe, les prochaines années allaient montrer si cette baisse de l'aide n'était qu'une simple fluctuation ou si elle était le signe d'une crise plus grave.

Taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire, moyenne pondérée par région, 1999 et 2005



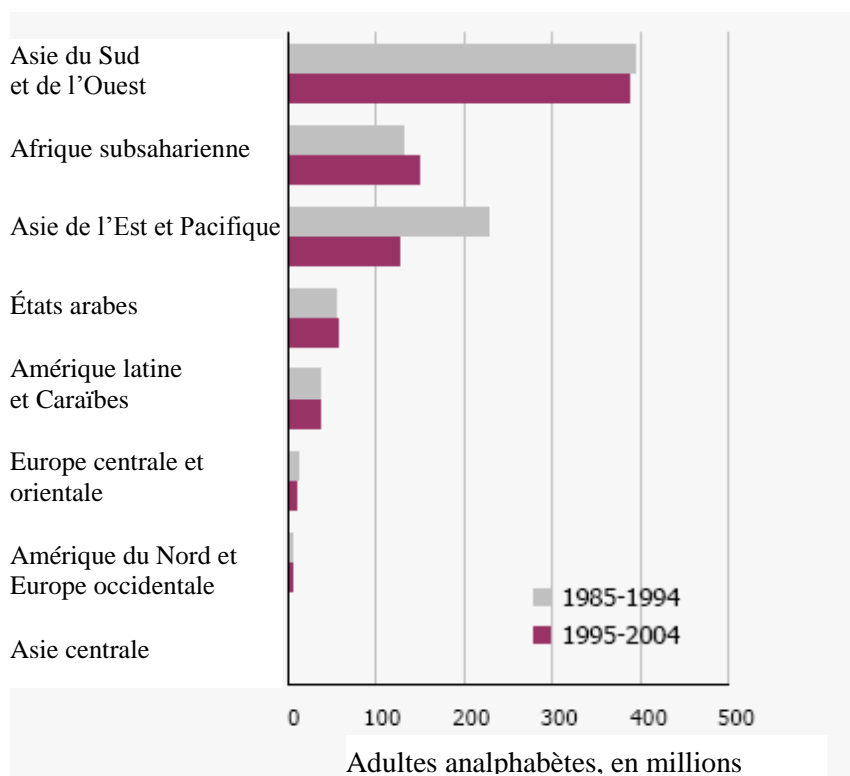
Source: Rapport mondial de suivi 2008, Résumé;
L'éducation pour tous en 2015 : Un objectif accessible ?, Paris, UNESCO, p. 13

2. Principales préoccupations et perspectives.

Éducation et protection de la petite enfance (EPPE). Malgré ses multiples effets positifs pour le bien-être de l'enfant, l'EPPE ne retenait encore guère l'attention des parties prenantes de l'EPT, et demeurait de ce fait un objectif négligé. La mise en œuvre de programmes d'EPPE restait très limitée dans la plupart des pays en développement, notamment pour les enfants de moins de trois ans ainsi que pour les groupes les plus pauvres et les plus défavorisés.

Parité entre les sexes et alphabétisation des adultes. Les efforts pour réaliser la parité entre garçons et filles dans l'enseignement primaire devaient maintenant viser ce même objectif dans l'enseignement secondaire de façon à faciliter le passage des élèves d'un cycle à l'autre. Selon le rapport, les perspectives à ce sujet ne portaient guère à l'optimisme : 59 pays seulement avaient réalisé la parité entre les sexes en 2005 dans le primaire et le secondaire et 94 pays avaient peu de chance d'atteindre cet objectif dans le secondaire d'ici à 2015. De même, les progrès accomplis en matière d'alphabétisation des adultes demeuraient très faibles : on recensait encore dans le monde 774 millions d'analphabètes, dont 64 pour cent étaient des femmes. La situation était plus grave encore en Afrique subsaharienne, où le nombre d'adultes analphabètes s'était accru de plus de 20 millions au cours des dix dernières années. De plus, le rapport indiquait que l'analphabétisme touchait particulièrement un petit groupe de pays : 75 pour cent des analphabètes étaient concentrés dans 15 pays.

Nombre d'analphabètes adultes par région, 1985-2004 (en millions)



Chiffres établis par l'équipe chargée du Rapport mondial de suivi sur la base des données présentées dans le Tableau 2.15 du Rapport mondial de suivi 2008, L'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible ?, Paris, UNESCO, p 67.

Qualité. Au moment où la communauté internationale se donnait pour mot d'ordre une éducation de qualité pour tous, les évaluations de l'apprentissage conduites par les pays en développement faisaient apparaître un niveau d'acquis insuffisant. Malgré leur amélioration dans les cycles du primaire, les taux de survie demeuraient peu élevés, en particulier dans l'Afrique subsaharienne (63 pour cent) et dans l'Asie du Sud et de l'Ouest (79 pour cent) et exigeaient une attention accrue des gouvernements nationaux. Différents facteurs influent sur les résultats de l'apprentissage : le milieu économique et social, le lieu de résidence, l'accès aux manuels, la durée et la qualité de l'instruction, l'infrastructure physique et les ressources matérielles. Le personnel enseignant jouait un rôle déterminant dans la qualité de l'éducation dispensée, mais le nombre d'enseignants n'avait pas progressé au même rythme que les inscriptions, d'où des classes surchargées et une érosion de la qualité de l'apprentissage. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), l'accès universel à l'enseignement primaire supposait que l'on forme 18 millions de maîtres supplémentaires d'ici à 2015, en visant un maximum de 40 élèves par enseignant.

Financement. Le financement demeurait un problème préoccupant : le rapport montrait que certains pays avaient réduit depuis 1999 la part de leur PNB qu'ils consacraient à l'éducation et relevait le manque de prévisibilité des engagements en matière d'aide à l'éducation. Dans un petit nombre de cas, les ressources nationales allouées à l'éducation représentaient moins de 3 pour cent du PNB et moins de 10 pour cent du total des dépenses publiques. De plus, selon le Cadre d'action de Dakar, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest devaient bénéficier en priorité du total de l'aide à l'éducation.

3. Aller de l'avant

Le rapport identifiait cinq mesures prioritaires propres à accélérer la réalisation des objectifs de l'EPT : inclusion, qualité, alphabétisation, développement des capacités et financement. Il présentait en outre des exemples intéressants de politiques, de stratégies et d'initiatives mises en œuvre au cours des sept dernières années qui pourraient aider à déterminer les actions à entreprendre en priorité à l'avenir.

Tout d'abord, la réalisation de la totalité des objectifs de l'EPT passe par une inclusion accrue dans les domaines éducatif et social. Des efforts devaient être faits pour renforcer l'inclusion des groupes exclus, tels que la réduction ou la suppression des frais de scolarité, l'éducation bilingue, l'éducation inclusive des handicapés, les contrôles visant à faire appliquer la législation sur le travail des enfants et l'adoption de modules d'apprentissage plus souples. Deuxièmement, il était nécessaire de relever le niveau de qualité de l'instruction, ce qui pourrait être fait notamment en intervenant dans les quatre domaines suivants : formation et motivation des enseignants, stratégies d'enseignement et d'apprentissage efficaces, heures de classe et matériels didactiques, et conditions sanitaires et sécurité matérielle dans les écoles. Troisièmement, il faudrait accentuer les efforts d'alphabétisation, et offrir à cet effet de meilleures possibilités d'apprentissage aux jeunes et aux adultes en fixant des cibles dans les plans nationaux, en revalorisant l'éducation non formelle et en encourageant la pratique de la lecture. Quatrièmement, promouvoir le renforcement des capacités à tous les niveaux du système éducatif constituait un défi majeur. Enfin, mais ce n'était pas le moins important, de solides engagements en matière de financement et d'autres formes de soutien étaient nécessaires pour que des les gouvernements, la société civile et les donateurs consacrent des sommes plus importantes à l'éducation. L'aide pourrait alors se concentrer sur les pays à faible revenu, les États fragiles et les pays qui continuaient de progresser rapidement vers la réalisation des objectifs de l'EPT.

Perspectives

Les participants ont à l'unanimité remercié le Gouvernement du Sénégal d'avoir accueilli cette importante réunion, et félicité l'équipe chargée du Rapport mondial de suivi pour l'excellente qualité de son travail. Un petit nombre de pays ayant souligné la difficulté de collecter des données exactes, un débat s'est engagé sur la question de savoir d'où provenaient précisément les données utilisées par l'équipe. Sur la recommandation de M. Nicholas Burnett, la séance a été consacrée aux principales actions à entreprendre en 2008, les participants réaffirmant leur attachement à l'EPT et convenant que, même si des progrès importants étaient visibles, il était nécessaire d'accélérer les efforts si l'on voulait que les objectifs de l'EPT soient atteints à l'horizon de 2015. Quatre moyens principaux de favoriser la réalisation de ces objectifs se sont dégagés de ces discussions : adoption d'une approche multisectorielle pour faire avancer le mouvement en faveur de l'EPT, concentration sur l'équité et l'inclusion, perfectionnement continu des enseignants, et mise en place de nouvelles modalités de financement.

Approche multisectorielle. Les participants ont insisté sur le fait que l'éducation était au cœur du développement et offrait une solution à long terme au problème de la pauvreté. Étant donné que les tendances mondiales continuaient de contrarier les efforts d'éducation et la réalisation de l'EPT, les participants ont souhaité une approche multisectorielle qui comprendrait des mesures pertinentes dans des secteurs tels que la santé, la nutrition, le changement climatique, l'accès à l'eau et les services sanitaires. L'examen des articulations

entre ces secteurs du développement permettrait d'éviter qu'ils ne se concurrencent dans la recherche de financements, et de progresser dans chacun d'eux. Un petit nombre de participants ont insisté plus particulièrement sur la nécessité de servir des repas aux écoliers et souligné l'importance des programmes d'alimentation.

Équité et inclusion. L'un des enjeux clés de l'EPT dans les années à venir serait de parvenir à scolariser les 72 millions d'enfants qui ne l'étaient pas encore aujourd'hui. Selon l'UNICEF, ce chiffre atteignait 93 millions lorsque l'on comptait les enfants qui, bien qu'inscrits, ne se rendaient pas à l'école. Il fallait impérativement que toutes les parties prenantes de l'EPT conjuguent leurs efforts pour assurer la participation des groupes exclus. Les gouvernements devaient mettre au point des mesures ciblées de concert avec leurs partenaires. Les initiatives suivantes ont été suggérées comme des moyens d'accélérer les progrès en matière d'équité et d'inclusion : aides conçues pour compléter le revenu des groupes les plus pauvres, dépistage précoce des handicaps, éducation dans la langue maternelle, inclusion de l'EPPE dans l'éducation de base, et possibilités d'apprentissage additionnelles pour les enfants handicapés et ceux qui étaient affectés par le VIH/sida. Au Kenya, par exemple, l'enseignement était dispensé dans la langue maternelle pendant les trois premières années du primaire de façon à mieux refléter les réalités de la communauté. Les stratégies inclusives devaient toutefois être flexibles et adaptées aux besoins locaux des groupes exclus et marginalisés.

Formation et perfectionnement des enseignants. Les mesures en faveur des enseignants sont apparues comme une autre condition essentielle d'une éducation de qualité, au vu notamment du rapport, selon lequel la réalisation des objectifs de l'EPT à l'horizon 2015 nécessiterait 18 millions de maîtres supplémentaires dans l'enseignement primaire. Les gouvernements devaient donc prendre des mesures vigoureuses et dégager des fonds pour former, recruter et motiver durablement les enseignants, soutenir les programmes de formation initiale et en cours d'emploi et veiller à la production de matériels pédagogiques et didactiques. Les enseignants non qualifiés pourraient ainsi acquérir les compétences qui leur manquaient. Il importait aussi de revaloriser la rémunération des enseignants par rapport à celle d'autres professions, de manière à les encourager à faire carrière et à s'attacher durablement leurs services. Les gouvernements devraient aussi prévoir des incitations en faveur des enseignants qui acceptaient de servir plus longtemps dans les régions reculées.

Nouvelles formes de financement. Nombre de participants ont déclaré qu'ils pourraient avancer à plus grands pas dans la réalisation des objectifs de l'EPT s'ils disposaient de ressources accrues. La prévisibilité des ressources était leur principale préoccupation sur le plan financier. Pour établir des plans d'action cohérents, ils avaient besoin de connaître le montant de l'aide qu'ils recevraient de leurs partenaires. Il fallait donc que les donateurs améliorent la régularité et la prévisibilité de leur aide. On a évoqué aussi la nécessité de faire appel à de nouvelles sources de financement pour mobiliser un maximum de ressources. La communauté internationale devait faciliter les soutiens financiers consentis, en dehors du cadre traditionnel de l'OCDE, par de nouveaux donateurs, en particulier du secteur privé. De fait, certains donateurs potentiels souhaitant investir dans l'éducation n'avaient pas accès aux mécanismes internationaux, tels que l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT, et étaient donc dans l'impossibilité de contribuer au développement de l'éducation. S'agissant des formes de financement, les participants ont réfléchi aux mesures suivantes : accroissement des ressources allouées à l'éducation non formelle, concentration des efforts sur les pays loin de réaliser l'EPT (dans le cadre du Fonds catalytique de l'IMOA), et centralisation des ressources au niveau régional pour une plus grande efficacité de leur distribution et de leur gestion.

À la question “un objectif accessible ?”, je réponds : nous n’avons pas d’autre solution !
(Afrique du Sud)

La réalisation des objectifs de l’EPT n’est pas seulement affaire de volonté politique, mais aussi de courage politique. (France)

Deuxième séance de travail : Atteindre les laissés pour compte – Que devons-nous faire pour promouvoir l'équité et l'inclusion et remédier aux disparités au sein des pays ?

Cette séance avait pour objet de réfléchir aux stratégies de nature à améliorer l'équité et à assurer l'inclusion des groupes de population défavorisés et exclus. M. Shaik Baksh, Ministre de l'éducation du Guyana et animateur de la séance, a souligné que l'équité et l'inclusion des laissés pour compte étaient des conditions fondamentales de l'exercice effectif du droit de tous à l'éducation. Avant de donner la parole aux orateurs invités, il a rappelé à l'ensemble des participants qu'ils devaient centrer leurs interventions sur les propositions du Groupe de travail sur l'EPT relatives à l'équité et à l'inclusion.

Nigéria : Répondre aux besoins des groupes exclus par des programmes publics spécifiques

Le premier orateur, M. Igwe Aja-Nwachukwu, Ministre de l'éducation du Nigéria, a axé son exposé sur l'expérience acquise par son pays dans ses efforts pour toucher les groupes exclus. Il a présenté cinq grands programmes nationaux consacrés respectivement à l'accès universel à l'éducation de base, à l'égalité des sexes, aux populations nomades, à l'éducation des adultes, et aux besoins spéciaux des apprenants.

Ces programmes, qui bénéficiaient de l'établissement de mécanismes de financement spécifiques (comme le Fonds pour l'accès universel à l'éducation de base et le fonds-en-dépôt pour l'éducation) et s'appuyaient sur l'infrastructure et les programmes de formation d'enseignants existants, amélioraient l'accès, l'équité, la rétention et la qualité de l'éducation pour les apprenants en difficulté et les groupes exclus. Travaillant de concert avec les groupes communautaires et ciblant des sous-régions caractérisées par de plus grandes disparités entre les sexes et des groupes défavorisés plus nombreux (en particulier les filles et les populations nomades), le gouvernement nigérian utilisait des approches novatrices tels que cours radiophoniques interactifs, cyber-apprentissage, publications en braille et programmes d'enseignement spécialement adaptés aux besoins immédiats des groupes visés.

Campagne mondiale pour l'éducation : corriger les disparités

M. Kailash Satyarthi, Président de la Campagne mondiale pour l'éducation, a tout d'abord remercié le Gouvernement du Sénégal d'avoir permis à de jeunes avocats de cette organisation de délivrer pendant la cérémonie d'ouverture leur émouvant message au nom des millions d'enfants laissés pour compte. Des millions d'enfants étaient privés du droit fondamental à l'éducation, a dit M. Satyarthi, dénonçant là "le plus grand crime contre l'humanité de notre temps et de ce jour". Il a cité des données indiquant qu'environ 10 à 15 % des enfants dans le monde étaient exclus de l'éducation, parmi lesquels ceux dont on exploitait le travail, ceux qui étaient victimes du VIH/sida, les enfants des rues, les enfants handicapés et ceux qui vivaient dans des États fragiles. La communauté internationale était confrontée à des obstacles majeurs à l'équité et à l'inclusion liés selon lui à des insuffisances dans cinq domaines : connaissances et données, renforcement des capacités, lutte contre les préjugés sociaux et culturels, politiques adaptées et financement. Il a pressé les gouvernements nationaux d'élaborer un cadre d'action en faveur de l'inclusion fixant des échéances et tenant compte des insuffisances susmentionnées.

M. Satyarthi a suggéré ensuite une série de stratégies et d'initiatives possibles en vue d'atteindre les laissés pour compte”.

- Identification, typologie et cartographie des groupes et individus cibles.
- Mise en œuvre de politiques de l'éducation plus globales et plus inclusives, facilitée par une solide coopération entre ministères, collectivités locales, organismes internationaux et organisations de la société civile.
- Application plus stricte des conventions internationales et des engagements juridiques, concernant en particulier le travail des enfants, l'âge minimum d'entrée dans la vie active et l'âge de scolarisation.
- Adoption de cadres de financement inclusifs (par l'IMOA et les autres organismes donateurs).
- Promotion et diffusion des méthodes novatrices et des bonnes pratiques.

Perspectives

M. Baksh a dit qu'il fallait d'urgence engager une action concertée en faveur de l'inclusion. Il a proposé que la séance soit consacrée au partage de données d'expérience et à la formulation de stratégies en vue de politiques inclusives. Les échanges qui ont suivi ont dessiné trois grandes axes d'action : cartographie des groupes exclus, mesures conçues pour résoudre des problèmes spécifiques et financement. Les participants sont tous convenus de la nécessité de conjuguer approches descendantes et approches ascendantes, en insistant plus particulièrement sur ces dernières comme un moyen de renforcer la participation des communautés, des collectivités locales, de la société civile et des parents. Ils ont également été d'avis que l'adoption et la mise en application d'une loi nationale sur le droit à l'éducation et la scolarité obligatoire permettraient d'avancer dans les efforts pour faire bénéficier tous les enfants de l'équité et de l'inclusion. Le droit à la scolarisation était certes un droit fondamental, mais quelques pays, notamment l'Afrique du Sud, se sont demandés si une loi prévoyant des allocations pour tous était bien utile, alors qu'il semblait préférable d'aider en priorité les plus pauvres.

Cartographie. Les participants ont reconnu que la cartographie des groupes exclus et défavorisés, recommandée par le Groupe de travail sur l'EPT, était une clé essentielle du succès. Pour pouvoir prendre des mesures ciblées en faveur de ces groupes, les gouvernements nationaux devaient les identifier clairement, déterminer leurs besoins les plus urgents et s'efforcer de mieux comprendre les raisons de leur exclusion. Les acteurs locaux travaillant souvent au contact direct des populations exclues, les gouvernements devaient les consulter davantage, ainsi que les communautés, pour acquérir une vision correcte de la situation et des difficultés. Il convenait en outre d'intensifier la coopération avec la société civile, s'agissant en particulier des méthodes de cartographie et des modèles de recherche participative à utiliser de pair avec les systèmes statistiques.

Mesures ciblées. La mise en œuvre de politiques d'inclusion devait déboucher sur l'élaboration de mesures plus ciblées en faveur des groupes exclus, en particulier ceux qui vivaient dans des régions reculées. Des groupes très divers —les enfants handicapés, les enfants des rues, les enfants au travail, les minorités ethniques, les communautés autochtones, les populations nomades, les filles, les mères, et d'autres encore — n'avaient toujours pas accès à l'éducation et nécessitent des initiatives adaptées à leurs besoins spécifiques. Il convenait en particulier de favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles,

notamment dans les régions rurales, où le mariage et les grossesses précoces, les tâches ménagères et diverses traditions sociales risquaient de créer une situation défavorable les empêchant de fréquenter durablement l'école. La pauvreté des parents était, a-t-on dit, un facteur d'exclusion majeur, et les gouvernements devraient veiller davantage à assurer la protection économique des femmes et les encourager à envoyer leurs enfants à l'école. Les exemples et propositions de mesures ciblées ci-après ont été présentés :

- Incitations financières de l'État : gratuité des matériels et manuels didactiques, bourses, programmes d'alimentation scolaire, services de transports gratuits et dortoirs pour les enfants des zones reculées
- Élaboration de programmes pour des écoles "adaptées aux besoins des communautés/des enfants/des filles"
- Aménagements facilitant l'accès des enfants handicapés aux établissements scolaires
- Formation d'enseignants qualifiés pour répondre aux besoins des enfants exclus (enseignement dans la langue maternelle, utilisation de la langue des signes, etc.)
- Adoption de programmes d'enseignement soucieux de l'égalité des sexes
- Participation des parents aux activités de l'école.

Financement. Le coût marginal de l'inclusion des enfants exclus était beaucoup plus élevé que d'autres. De ce fait, la mise en œuvre de politiques d'inclusion — au moyen des mesures susmentionnées — exigeait des efforts financiers supplémentaires de la part des gouvernements, des sources de financement et des organismes donateurs. Les gouvernements devaient impérativement augmenter le budget de l'éducation et allouer des ressources accrues aux politiques d'inclusion, et l'IMOA et les organismes donateurs avaient un devoir non moins impérieux de mettre en place des cadres inclusifs tenant compte des besoins des groupes exclus.

"J'aurais voulu aller à l'école et m'instruire, mais comment faire ?" (un jeune avocat de la Campagne mondiale pour l'éducation)

"Ils sont privés de leur droit fondamental à l'éducation. C'est là à mes yeux le plus grand crime contre l'humanité de notre temps et de ce jour" (Campagne mondiale pour l'éducation)

"Lorsque nous aurons trouvé la réponse au problème de l'exclusion, et serons capables d'offrir de manière équitable une éducation de qualité, pertinente et fonctionnelle, nous serons en mesure de réaliser les objectifs de l'EPT" (Nigéria)

Troisième séance de travail : la qualité de l'éducation est la clé de tout – quelles mesures pour l'améliorer encore ?

Mme Joy Phumaphi, Vice-Présidente du Réseau du développement humain de la Banque mondiale, était chargée d'animer cette séance, qu'elle a ouverte en demandant aux participants de centrer leur réflexion sur les nouvelles mesures qui allaient être nécessaires pour assurer la qualité de l'éducation. Les indicateurs de qualité utilisés mesuraient notamment les taux de survie scolaire, le nombre d'élèves par enseignants et les manuels disponibles. Il était indispensable, a-t-elle dit, de faire en sorte que "nous-mêmes et les diverses parties prenantes soyons comptables de notre action" et de mettre sur pied des interventions qui ciblent les groupes d'élèves concernés (les handicapés, les filles, les femmes, les minorités, etc.). Il importait d'établir des normes et de les ajuster en permanence "pour permettre à tous les enfants de réaliser leurs potentialités en matière d'apprentissage".

Indonésie : une approche globale

M. Bambang Soedibyo, Ministre de l'éducation de l'Indonésie, a expliqué que la politique de l'éducation de son pays reposait sur trois piliers : qualité, pertinence et compétitivité. Il a brossé un tableau détaillé de l'approche globale de l'éducation qui était mise en oeuvre dans les 32 provinces indonésiennes, dans le primaire comme dans le secondaire et décrit longuement les 12 programmes conçus pour uniformiser les contenus de l'enseignement, l'infrastructure, l'assurance de qualité, les examens nationaux et les qualifications des enseignants. Pour finir, M. Soedibyo a encouragé les autres dirigeants à se rendre en Indonésie pour découvrir par eux-mêmes la manière dont ce modèle était appliqué.

Haïti : définir la qualité de l'éducation

M. Gabriel Bien-Aimé, Ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle de Haïti, a axé sa présentation sur les facteurs qui définissent une éducation de qualité, en déclarant qu'au-delà de l'amélioration quantitative des acquis, l'expression désignait une éducation pertinente (tenant compte des particularités et des facteurs sociaux et politiques propres à un pays ou à une région) qui permettait à tous les apprenants d'être compétitifs et contribuait à promouvoir les notions de paix et de tolérance. Il a appelé à redoubler d'efforts et à intensifier les investissements dans les domaines suivants : normes nationales en matière d'éducation, programmes d'assurance de qualité, examens nationaux, accréditation, qualifications et compétences des enseignants, infrastructure et équipements, applications des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de l'éducation, formation et enseignement techniques et professionnels et publications savantes internationales. Ces efforts nécessitaient un renforcement de la sécurité et de l'hygiène dans les établissements, des matériels didactiques et des programmes d'enseignement pertinents (y compris dans la langue maternelle de l'apprenant), des ratios enseignants/élèves modérés et la fourniture de repas équilibrés aux élèves.

M. Bien-Aimé a expliqué qu'un nouveau programme de formation pédagogique était en préparation en Haïti, qui avait pour objet d'inciter les diplômés à choisir la profession d'enseignants et à l'exercer durablement. Les pays fragilisés tels que Haïti connaissaient de nombreuses difficultés logistiques et avaient besoin d'un soutien plus ciblé, et il convenait que la communauté internationale continue d'envisager d'autres formes d'action (comme la

suppression des frais de scolarité, la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire ou l'initiative "un enfant, un portable").

Perspectives

La discussion qui a suivi a porté sur beaucoup de ces mêmes sujets, les pays réaffirmant leur soutien aux mesures propres à accroître la qualité de l'éducation dans toutes les régions du monde. M. Burnett a cité le rapport McKinsey qui tentait de comprendre pourquoi les enseignants étaient de si grande qualité dans des pays comme la Finlande ou Singapour, en examinant leur profil, y compris leur milieu d'origine et leur formation.

Coûts de substitution. Comme l'a dit un participant, "la qualité n'a pas de prix et son coût est minime", en particulier quand on le compare à celui qu'il faudrait supporter si rien n'était fait pour améliorer la qualité dans toutes les régions du monde.

Participation de la communauté. La participation de la communauté était, a-t-on dit, un moyen de donner aux enfants une éducation générale plus homogène (à la maison et à l'école), de les encourager à se rendre assidûment en classe et d'inciter leurs parents à leur permettre de le faire. Cela était particulièrement important dans les pays en proie à de graves désordres sociaux et politiques. Le programme de centres d'accueil de jeunes enfants dans les régions rurales du Sénégal baptisé *La case des tout-petits* a été cité comme un excellent modèle.

Mobilisation en faveur de la formation des enseignants. Tous les participants ont été d'accord qu'investir dans le corps enseignant (sur le plan notamment du perfectionnement professionnel, de la rémunération et des conditions d'emploi) était une mesure de la plus grande importance et hautement prioritaire si l'on voulait tous ensemble promouvoir une éducation de qualité. Un tel investissement devrait aider à motiver les enseignants et à enrayer leur exode, de façon notamment que les régions rurales ne souffrent pas d'une pénurie de maîtres s'ajoutant à celle des matériels didactiques. Un participant s'est dit d'avis que des incitations devaient être offertes aussi aux chefs d'établissement, en notant que les écoles seraient mieux gérées si le logement et l'alimentation des responsables locaux de l'enseignement étaient pris en charge.

Une vision élargie. Quelques participants ont souligné la nécessité d'appréhender la qualité d'un regard neuf, non plus sous le seul angle des tests normalisés, mais en se concentrant réellement sur les besoins des apprenants. Il était important d'analyser la situation à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, et d'évaluer l'apport de l'école dans le contexte global de la communauté et de la vie quotidienne des apprenants. C'est ainsi que dans les zones de prévalence de la malaria, l'enseignement devait traiter de cette maladie.

Approche multisectorielle. Il a été dit à maintes reprises que la qualité était un problème multidimensionnel, de sorte que toute amélioration nécessitait une approche holistique prenant en compte les aspects sanitaires et la sécurité de l'environnement éducatif.

"Dans certaines écoles, on s'aperçoit qu'il y a un livre pour dix élèves. Enseignants et écoliers font de leur mieux, mais c'est très difficile pour eux." (Burkina Faso)

"Se contenter de contrôler les acquis sans renouveler les programmes d'enseignement n'a pas grand sens" (Inde)

Quatrième séance de travail : Mobilisation et utilisation efficace des ressources – Que faut-il changer ?

Après avoir fortement progressé jusqu'en 2004, l'aide à l'éducation a connu un important fléchissement en 2005. Dans le même temps, les gouvernements font face à une demande d'éducation croissante. Ces tendances signifient qu'il faudra dans les prochaines années surmonter de nouvelles difficultés si l'on veut disposer de mécanismes de financement appropriés et adéquats pour que les objectifs de l'EPT soient atteints en 2015. Mme Lisbeth Rugtvedt, Secrétaire d'État au Ministère de l'éducation et de la recherche de la Norvège, a animé la séance sur les moyens de mobiliser les ressources ; elle a instamment engagé la communauté internationale à poursuivre l'effort de financement actuel. Les ministères des finances devaient être conscients que l'éducation était un moteur du développement et un investissement à long terme garant d'une plus forte croissance économique. Conformément aux points de discussion établis par le Groupe de travail, Mme Rugtvedt a dit que priorité devait être donnée aux pays ayant les plus gros besoin et aux groupes exclus.

Pour mieux cibler la réflexion sur les stratégies de financement possibles, les membres du Groupe de haut niveau se sont partagés en deux sous-groupes, chargés respectivement de débattre du financement de la réalisation des objectifs oubliés de l'EPT (EPPE, programmes d'apprentissage déjà en cours et alphabétisation des adultes), et de la mobilisation des ressources nationales et extérieures en faveur de l'EPT.

Financement de la réalisation des objectifs négligés de l'EPT

Les membres du sous-groupe sur le financement des objectifs négligés de l'EPT se sont penchés principalement sur l'EPPE et l'alphabétisation. L'animatrice, Mme Margaret Sitta, Ministre de l'éducation et de la formation professionnelle de la République-Unie de Tanzanie, est revenue à maintes reprises sur l'EPPE, en soulignant la nécessité de programmes intégrés offrant l'assurance que les enfants seraient vaccinés et bénéficieraient des services sociaux et que l'enseignement préprimaire disposerait d'enseignants qualifiés. Parmi les principaux obstacles qui ont été mentionnés figuraient la difficulté de faire en sorte que les enfants soient prêts (sur le plan de l'aptitude à l'apprentissage) au moment de l'entrée à l'école primaire, les écoles mal équipées pour accueillir les élèves et la participation insuffisante des parents. Comme l'a dit un participant, si nous passons trop de temps à convaincre les familles de laisser leurs enfants aller à l'école, ces enfants seront prêts pour l'école, mais coupés plus tard de leur famille et de leur communauté.

La Banque africaine de développement (BafD) a proposé de créer des centres où seraient donnés des cours du soir pour les parents et leurs jeunes enfants. Cette idée a aussitôt rencontré l'assentiment d'une très grande majorité des participants, qui ont réfléchi plus avant à la meilleure manière d'en accroître au maximum l'impact et les avantages. Associer les cours d'alphabétisation et la prise en charge des tout-petits serait, a-t-on noté, extrêmement bénéfique, surtout si c'était l'occasion de montrer aux parents comment s'occuper de jeunes enfants. Les centres permettraient alors de réaliser des économies et inciteraient les parents à continuer de s'instruire tout au long de leur vie, tout en leur apprenant comment éveiller leurs enfants (par des jeux, des chansons, la confection de jouets, etc.) de façon que ceux-ci soient préparés à leur entrée à l'école primaire, en leur faisant prendre conscience de l'importance de l'éducation donnée à la maison. Cela pourrait avoir une influence sur l'ensemble de la

communauté et vaincre les réticences de parents d'enfants plus âgés peu enclins à laisser ces derniers continuer de fréquenter l'école.

Certains participants ont estimé que le financement des services d'éducation et de protection de la petite enfance et d'alphabétisation des adultes devait faire l'objet de postes spécifiques dans le budget de l'État et se voir allouer des sommes spécifiques ne pouvant être utilisées à d'autres fins. On s'est accordé pour dire que ces programmes devaient être de la responsabilité des pouvoirs publics, même s'ils étaient mis en œuvre avec l'aide et les conseils des communautés et du secteur privé. L'engagement, a-t-on noté, était primordial, or les gouvernements ne s'engageaient que si une politique avait été adoptée. Il fallait toutefois se garder de confier la charge exclusive de ces programmes aux pouvoirs publics sans tenir compte des responsabilités et du rôle des parents dans l'éducation des jeunes enfants.

Le représentant du Kenya a cité un proverbe local : "si étiré soit-il, ton vêtement, si tu l'étires, couvrira la partie de ton corps que tu dois protéger".

Divers modèles de prise en charge de la petite enfance associant les parents et l'ensemble de la communauté ont été cités, en particulier le programme sénégalais *La case des tout-petits*, ainsi que les centres d'accueil d'enfants en bas âge en Afrique du Sud. Il y avait lieu de noter que ces deux programmes s'appuyaient fortement sur des financements extérieurs. On a relevé aussi que le Kenya et le Zimbabwe avaient intégré les centres d'accueil des jeunes enfants dans les écoles primaires, financées par l'État et des partenaires privés, mettant ainsi à profit les installations et les politiques de gestion des établissements existantes.

Une idée controversée avait trait à la création d'un fonds spécial pour financer la réalisation des objectifs négligés de l'EPT. Ce fonds pouvait être constitué dans le cadre de l'IMOA ou d'un autre dispositif, convenu par le Groupe de haut niveau à sa réunion de l'an prochain, et administré par l'UNESCO et l'UNICEF. L'idée a été accueillie sans grand enthousiasme ; une majorité de participants a estimé que la création d'un fonds parallèle dissuaderait de poursuivre l'ensemble des objectifs de l'EPT et inciterait à en privilégier certains au détriment des autres. On s'est accordé pour considérer que les objectifs de l'EPT nécessitaient une approche globale et qu'il faudrait examiner de manière plus approfondie l'utilisation et l'intégration des politiques et des infrastructures existantes avant de consacrer du temps, de l'énergie et de l'argent à la création de programmes séparés.

Certains se sont dits d'avis qu'en mettant trop l'accent sur l'enseignement primaire, on risquait de créer de nouveaux problèmes au niveau du secondaire. Tout en se concentrant sur l'EPPE et l'alphabétisation des adultes, il fallait continuer de pourvoir à l'éducation, formelle ou non formelle, des enfants plus âgés.

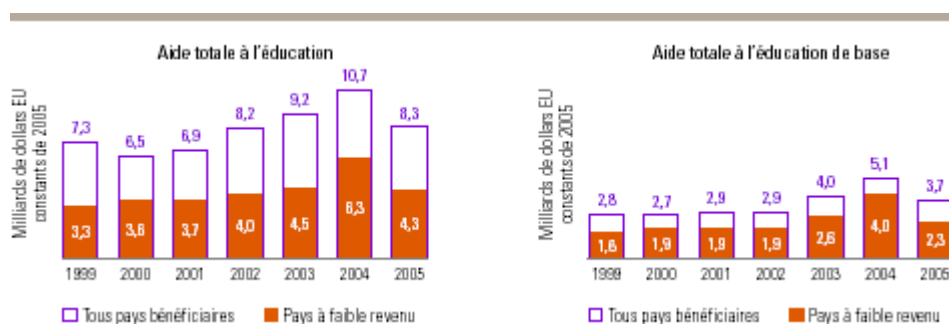
Ressources nationales et extérieures

M. Jean Christophe Deberre, Directeur des politiques de développement au Ministère des affaires étrangères de la France, a animé le sous-groupe sur les ressources nationales et extérieures. Il a ouvert la séance en citant une phrase essentielle du Cadre d'action adopté à Dakar en 2000 : "...aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources." (par. 10). Il a proposé trois grands sujets de discussion : volume, ciblage et efficacité du financement.

Depuis 2000, les pays avaient fait de gros efforts pour accroître leur budget de l'éducation nationale. Deux principaux facteurs influençaient sur le volume de ce budget : la croissance économique qui dégagait des marges financières et l'augmentation des recettes fiscales. S'agissant des ressources extérieures, il apparaissait de plus en plus difficile d'obtenir des engagements accrus des donateurs, et l'adoption de normes chiffrées (telles que les normes relatives à l'aide publique au développement (APD) mentionnée dans les points de discussion établis par le Groupe de travail sur l'EPT) serait l'occasion d'améliorer la prévisibilité du volume de l'aide.

M. Deberre a reconnu qu'il était difficile pour les gouvernements d'éviter des déséquilibres entre certains sous-secteurs dans l'enveloppe globale allouée à l'éducation. Chaque pays avait ses priorités, qui étaient fonction de difficultés et de possibilités particulières, et les ressources tant nationales qu'extérieures devaient être allouées en conséquence. M. Deberre a relevé aussi la contradiction entre un cycle budgétaire annuel, qui influait sur les politiques nationales, et l'objectif de financements s'échelonnant sur plusieurs années (pour une plus grande durabilité des engagements). Si l'on voulait améliorer l'efficacité des allocations de ressources, il fallait trouver des moyens de faire en sorte que les donateurs prêtent une attention plus constante à la situation de fragilité à laquelle faisaient face divers pays. En ce sens, il était essentiel de se concentrer sur les situations les plus difficiles.

Total des engagements d'aide en faveur de l'éducation et de l'éducation de base, 1999-2005



Source: *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008; L'éducation pour tous en 2015 : Un objectif accessible ?*, Paris, UNESCO, p. 168.

Perspectives

Les participants ont affirmé leur volonté politique de rendre les financements plus prévisibles et plus durables sur le plan du volume et de la qualité, et reconnu qu'il leur incombait maintenant de tenir leurs engagements, tels que ceux-ci étaient définis dans le Cadre d'action de Dakar, la Déclaration de Paris et le Consensus de Monterrey. Ils ont réfléchi aux moyens d'améliorer les modalités de financement et de vaincre les obstacles persistants. Ils ont appelé à faire des efforts additionnels pour accroître le volume de l'aide et souligné la nécessité de reconstituer d'urgence le Fonds catalytique de l'IMOA. Malgré le caractère relativement fragmenté de la discussion, ils sont parvenus à un consensus sur trois stratégies possibles : adoption d'une approche holistique, allocation plus durable et prévisible des ressources, et nécessité de cibler les financements en fonction des priorités.

Approche holistique. La plupart des participants ont souhaité une approche plus équilibrée du financement de l'éducation afin de réaliser l'ensemble des objectifs de l'EPT. Les gouvernements nationaux et les donateurs devaient prêter l'attention voulue à l'éducation de

base, mais aussi à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur. Conscients d'autre part que les secteurs du développement étaient étroitement liés entre eux et que les investissements en faveur de l'un d'entre eux avaient un impact sur d'autres, de nombreux intervenants ont insisté sur la nécessité d'une approche globale équilibrée entre les secteurs, en particulier la santé, l'eau et l'agriculture. De plus, il a été souligné que la réalisation des objectifs de l'EPT dépendait fortement de celle des OMD, et qu'il convenait donc d'élaborer un modèle durable qui permette de faire avancer les deux séries d'objectifs. Pour réussir dans le domaine de l'éducation, il était essentiel de prévoir aussi des évaluations des financements à l'échelle du secteur et de travailler en étroite coopération avec les acteurs établissant les documents de réduction de la pauvreté, où les politiques de l'éducation devaient occuper une place plus importante.

Une prévisibilité et une durabilité accrues. La prévisibilité de l'aide demeurait un problème majeur s'agissant du financement de l'EPT, car pour être véritablement viables, les politiques de l'éducation nécessitaient des engagements à moyen et à long termes. Il était difficile à des gouvernements nationaux ignorant le montant exact de l'aide qu'ils recevraient des donateurs d'établir des plans d'ensemble pour l'éducation.

Une aide ciblée en fonction des priorités. Les participants ont jugé important de définir les cibles à financer en priorité, notamment les actions de renforcement des capacités, ainsi que les États fragiles et les groupes exclus.

- **Renforcement des capacités :** des capacités nationales accrues se traduisaient par une meilleure mobilisation et une utilisation plus efficace des ressources. Un système de gestion financière efficient et transparent était indispensable. De plus, il fallait impérativement améliorer la capacité des organismes de statistique de fournir des données exactes et de mesurer les progrès accomplis de façon à optimiser la réalisation des objectifs de l'EPT.
- **États fragiles et groupes exclus :** pour être utilisées avec une meilleure efficacité, les ressources nationales et extérieures devaient être affectées aux pays et aux groupes de populations prioritaires. Dans bien des cas, elles l'étaient de manière irrationnelle ; elles n'allaient pas toujours aux pays qui avaient les plus grands besoins et les gouvernements nationaux se désintéressaient souvent des enfants exclus. La communauté internationale devait s'efforcer d'aider en priorité les États fragiles, les pays qui étaient loin d'atteindre les OMD et les objectifs de l'EPT, et les groupes de population les plus frappés par l'exclusion. On s'est accordé pour dire que les pays en proie à un conflit ou sortant d'un conflit devraient davantage retenir l'attention des donateurs et qu'il était nécessaire que les gouvernements nationaux consentent un plus gros effort financier pour promouvoir l'inclusion des filles et des enfants handicapés.

Répartition des dépenses publiques d'éducation entre les foyers les plus pauvres et les foyers plus riches dans un groupe de pays sélectionnés

	Tous niveaux confondus		Primaire		Secondaire		Supérieur	
	20 % des ménages les plus pauvres	20 % des ménages les plus riches	20 % des ménages les plus pauvres	20 % des ménages les plus riches	20 % des ménages les plus pauvres	20 % des ménages les plus riches	20 % des ménages les plus pauvres	20 % des ménages les plus riches
Afrique subsaharienne (10 pays)	12,8	32,7	17,8	18,4	7,4	38,7	5,2	54,4
Asie et Pacifique (4 pays)	12,4	34,8	20,3	16,9	8,3	37,3	2,5	69,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord (2 pays)	15,3	24,1	24,7	12,4	11,0	24,4	4,0	46,9
Pays en transition (7 pays)	15,3	24,0	19,3	20,0	12,5	24,6	8,7	32,6

Source : Davoodi et al. (2003), tableau 2.

Source: *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008; L'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible ?*, Paris, UNESCO, p. 159.

Les participants se sont retrouvés en plénière pour débattre des résultats des délibérations des deux sous-groupes. Ils ont insisté sur la nécessité d'un engagement réel, concrétisé par l'aide extérieure, et non par de simples déclarations de volonté politique.

Responsabilité des gouvernements. De nombreux intervenants ont jugé essentiel que les gouvernements assument la responsabilité première du financement des programmes d'éducation, qu'il s'agisse de l'EPPE, du primaire ou du secondaire.

Synergies. Au-delà de leur classement par ordre de priorité, il importait a-t-on dit de réfléchir aux synergies entre les objectifs de l'EPT, de manière à concevoir des approches holistiques permettant d'atteindre le plus grand nombre de groupes possibles. Ainsi, les gouvernements n'auraient plus à arbitrer, comme bien souvent, entre des priorités concurrentes et il serait plus facile de donner un coup de pouce à certains pays progressant à grands pas mais à un rythme trop lent par rapport aux échéances de l'EPT. On a également évoqué une synergie entre l'IMOA et les réunions du Groupe de haut niveau, en vue d'un partage optimal des connaissances.

“Lorsque tout est prioritaire, rien ne se fait et la plus grande confusion règne”. (Afrique du Sud)

“Un changement est nécessaire et attendre passivement qu'il se produise serait trahir nos enfants”. (Norvège)

Cinquième séance de travail : Aller de l'avant : les priorités en 2008

La dernière séance de travail a offert aux participants l'occasion de tracer les orientations pour l'année à venir et de dire ce qu'ils espéraient avoir réalisé lorsque la réunion de 2008 du Groupe de haut niveau se tiendrait à Oslo. M. Nicholas Burnett, Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO, a dirigé les travaux, et noté que le maintien de la dynamique en faveur de l'EPT était affaire de volonté politique. Puisque l'accent était mis sur le financement, il convenait d'établir des liens avec la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) (Yokohama, 28-30 mai 2008). Il s'est dit conscient de l'impatience que suscitait le peu de visibilité de l'EPT, et a proposé en particulier le renforcement des actions d'information visant à faire connaître, à l'échelon national et au niveau international, les succès obtenus par les régions et les pays et par l'ensemble du mouvement de l'EPT.

Séance de clôture : communiqué du Groupe de haut niveau

Après le déjeuner, durant lequel les membres du Groupe consultatif international sur l'EPT ont longuement discuté d'un projet final de communiqué, M. Koïchiro Matsuura, a présidé une séance de finalisation du texte, qui, sous sa houlette, a abouti à un consensus et à l'adoption. Les délibérations ont été marquées par un long et intense débat, s'agissant notamment de la section relative au financement et des engagements de la section intitulée "Aller de l'avant". Un certain nombre de modifications ont été apportées au projet, dont la version ainsi amendée a été adoptée, à l'unanimité dans la plupart des cas et par consensus majoritaire sur un petit nombre de points essentiels. Le texte dont il a été convenu est reproduit à l'Annexe.

Perspectives

La discussion qui a suivi a été l'occasion de formuler des observations sur le fonctionnement général du Groupe de haut niveau. De nombreux participants ont reconnu la nécessité de donner une plus grande publicité aux initiatives en faveur de l'EPT, en particulier aux avancées et innovations de nature à convaincre l'opinion publique et à encourager les donateurs à ne pas relâcher leurs efforts. Plusieurs d'entre eux ont estimé que les discussions devraient porter à l'avenir sur la possibilité d'une prise en charge globale de l'enfant, y compris sa santé, son bien-être et ses besoins d'apprenant. Cela impliquait que l'on mette en place des mécanismes destinés à financer la lutte contre le VIH/sida, la malaria et d'autres épidémies, et que l'on reconnaisse les effets positifs de telles actions pour les systèmes éducatifs et les apprenants. Un participant a regretté qu'il n'ait pas été question du Plan d'action global.

Enfin, M. Koïchiro Matsuura a pris la parole et souligné la nécessité d'une coopération renforcée entre les cinq organisations parrainant l'EPT, en notant que la coordination globale demeurerait insuffisante. Il importait, a-t-il dit, que les pays donateurs tiennent leurs promesses, et qu'une solide stratégie de communication associant l'ensemble des pays et des partenaires de l'EPT soit mise sur pied, car l'UNESCO ne pouvait se charger toute seule de faire connaître les activités de l'EPT. Le Directeur général a remercié le Sénégal de sa coopération et du soutien qu'il avait apporté à la réunion du Groupe de haut niveau, et exprimé sa

gratitude à la Norvège, qui s'était proposée d'accueillir la réunion suivante à Oslo du 16 au 18 décembre 2008.

Avant de clore la réunion, le Ministre de l'éducation du Sénégal, M. Moustapha Sourang, s'est félicité de la qualité des débats tout au long de la réunion, en relevant combien il était symbolique que cette réunion à mi-chemin entre 2000 et 2015 se tienne à Dakar. En conclusion, il s'est déclaré convaincu qu'en oeuvrant tous ensemble, aux côtés de l'UNESCO, nous parviendrions à coup sûr à réaliser les objectifs de l'EPT dans les délais que nous nous étions fixés.

Post-scriptum

Après sept réunions, les travaux du Groupe de haut niveau nous sont devenus familiers, et l'on retrouve un certain nombre de thèmes récurrents. Quel que soit l'élément de l'agenda de l'EPT qui est examiné, l'éternelle question des priorités revient sur la table. Elle se pose avec une acuité particulière lorsque les discussions portent sur le financement, en particulier l'aide extérieure. Une fois encore, on a rappelé le principe fondamental formulé à la réunion inaugurale de Dakar selon lequel les pays qui se sont engagés sérieusement sur la voie de l'EPT devraient recevoir le soutien dont ils ont besoin, et une fois encore, il en est résulté peu de progrès en termes d'engagements nouveaux et à long terme.

Cette année, deux questions transversales - les objectifs négligés de l'EPT et le soutien aux pays en situation de fragilité - ont offert une nouvelle occasion de réexaminer les priorités. Ces questions ont été effectivement soulevées à plusieurs séances, éclairant en particulier le débat sur l'équité et le financement. Si elles n'ont débouché sur aucune conclusion claire concernant une manière neuve d'aborder ces domaines, c'est peut-être parce qu'il est nécessaire de réfléchir plus avant à des stratégies novatrices. Il est en tout cas apparu parfaitement clair que les objectifs négligés de l'EPT et les situations de fragilité étaient lourdes de conséquences pour de vastes groupes qui ne bénéficient pas aujourd'hui d'un accès adéquat à une éducation de base de qualité - les enfants en bas âge, les jeunes non scolarisés ou déscolarisés, les personnes déplacées ou tombées dans le dénuement du fait d'un conflit ou d'une catastrophe, ou les adultes qui n'ont jamais été à l'école. C'est en s'intéressant aux personnes derrière les problèmes qu'on en viendra à lancer des actions nouvelles.

Dans l'ensemble, la réunion de 2007 du Groupe de haut niveau s'est efforcé d'établir une série de priorités plus claires pour 2008 et au-delà. Cela a été dans une grande mesure rendu possible par la nouvelle séquence des réunions consacrées à l'EPT, le Groupe de travail sur l'EPT, qui s'était réuni un mois plus tôt, ayant produit une bonne analyse des faits mis en évidence et des recommandations formulées par le récent *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* 2008. Cette nouvelle convergence des données, des réflexions, des négociations et des alliances a conforté le sentiment que les progrès et les avancées d'aujourd'hui décideraient en effet des priorités de demain.

Les membres du Groupe de haut niveau n'ont que trop conscience de la nécessité de produire un impact accru en faisant preuve d'une volonté politique plus ferme. Cette préoccupation, qui présidera à leurs efforts pour organiser les réunions suivantes, acquiert une urgence toujours plus grande à mesure que l'échéance de 2015 se rapproche inexorablement.